

## AKTUELL

POLICE

# Désaccords en série

Luc Caregari

**D'un côté, une hiérarchie qui a dû présenter des statistiques de la délinquance pas vraiment optimistes, de l'autre une base qui gronde de plus en plus fort : dans la police comme dans l'armée, les affaires ne tournent définitivement pas rond.**

Hausse du taux de criminalité en 2011 : 14,7 pour cent. C'est le chiffre de la semaine qui a fait la ronde des médias et des zincs. Pourtant, derrière ce chiffre unique se cache une ribambelle d'autres statistiques qui expliquent plus en détail cette hausse à l'apparence spectaculaire. Ainsi, ce sont avant tout les cambriolages, les vols avec violence, le vandalisme et les menaces et calomnies qui sont en nette augmentation. Par contre, deux autres formes de délinquance - les atteintes aux mœurs (qui englobent aussi les viols) et les rébellions contre les agents de police - stagnent certes à un niveau encore trop élevé, mais parler d'augmentation en ces deux cas, comme certains l'ont fait, est totalement faux. Quant à l'interprétation de ces chiffres, on ne pourra que constater que les statistiques policières reflètent un constat social globalement négatif. En d'autres termes, les temps se durcissent et la police est souvent la première à le constater. Car même la police l'admet : « Pour une analyse approfondie et complète, il faudra toutefois prendre en considération des facteurs exogènes tels que l'évolution démographique du Luxembourg, les facteurs socio-économiques, le climat social ». Et bien sûr le fait que plus de répression amène souvent un effet contraire dans les statistiques : en allant plus sur le terrain, on constate plus de délits. Ce qui est notamment le cas pour les stupéfiants, aussi en légère hausse.

A la base pourtant, on se préoccupe d'autres problèmes. Ce mercredi soir, dans la salle surpeuplée du centre civique de Hesperange où se tient traditionnellement le meeting annuel du syndicat national de la police grand-ducale Luxembourg (SNPGL), les orateurs n'éprouvaient aucun problème à faire huer la masse de policiers présents - et selon ses propres chiffres, plus de 95 pour cent des policiers sont affiliés au SNPGL - quand ils nommaient leurs principaux maux et les personnes responsables, avant tout le directeur général de la police

Romain Nettgen et le ministre de l'intérieur Jean-Marie Halsdorf. Mais avant cela, le vice-président du syndicat, Erny Kohn, a chauffé la salle avec un discours enflammé fustigeant les rébellions contre les agents. Il ne fallait pourtant pas s'attendre à un discours proche du populisme. Certes, il y manquait toute autocritique concernant les comportements outrageants, voire violents émanant de la police, mais Kohn s'est rattrapé en appelant à un dialogue national sans tabous : « Il est grand temps de mener ce débat, car les étrangers ne sont pas tous des criminels, ni tous les Luxembourgeois des anges. Il faut donc s'emparer de ce débat avant que des gens avec des tendances droitières et des pseudo-patriotes ne le fassent à notre place ». Et de proposer d'incarcérer d'office, pour quelques jours, celles et ceux qui se seraient rebellés contre des agents de police. Une mesure qui, si elle était appliquée, ne serait pas vraiment profitable à la paix sociale...

Ce fut ensuite au secrétaire général Maurice Meysenburg de mettre le doigt sur les plaies, notamment concernant les doléances des policiers affectés au Findel. Ils se plaignent que depuis que les communes s'occupent de la délivrance des documents d'identité avec un personnel non formé dans la détection de faux papiers, la possibilité pour des délinquants de se procurer des documents légaux de l'Etat luxembourgeois serait trop grande. Critique aussi pour le ministre de l'intérieur et l'organisation des commissariats de proximité qui seraient tous sous-équipés en personnel, alors que le ministre s'apprête à en fermer huit. L'inspection générale de la police en prend aussi pour son grade. Le SNPGL soupçonne fortement sa hiérarchie de vouloir pénaliser les petites et moyennes carrières - brigadier et inspecteur - sans qu'elle ne veuille être trop contrôlée elle-même. Et puis finalement, une rengaine traditionnelle, celle qui concerne le niveau des nouvelles recrues : pour devenir inspecteur, il faudrait au moins un bac technique ou classique, réclame le SNPGL. Ou pour le dire avec les mots d'Albert Ressel, président du syndicat : « Certes nous avons besoin de nouvelles recrues, mais pour nous, c'est la qualité qui prime de loin sur la quantité ». Par ailleurs, Ressel n'a pas exclu de descendre dans la rue manifester.

## SHORT NEWS

## Un congrès sous tension

Les temps sont chauds pour les socialistes. D'autant plus que dimanche dernier, lors de leur congrès, on a appris que le capitalisme avait une température : le président de la fraction, Lucien Lux, a martelé qu'il n'accepterait pas de « capitalisme froid ». C'est pourtant avec la même froideur que les dirigeants du LSAP s'en sont pris aux syndicats, avec lesquels les relations se distendent. Lux, qui a lui-même débuté sa carrière politique grâce à l'OGBL, n'a pas digéré que certains membres du parti constituant « l'aile syndicale » s'en prennent à la réforme des retraites. Et il le leur a fait savoir avec une certaine virulence. Les syndicats (et l'OBGL en première ligne) resteraient certes des « partenaires privilégiés », mais le LSAP n'en serait pas pour autant un « parti syndical ». Gageons que cette affirmation n'a étonné personne dans les couloirs de la centrale à Esch. Lux a également déploré la « politique de la chaise vide » pratiquée par les syndicats lors de la dernière tripartite. Pourtant, un membre, le bourgmestre de Mondercange Dan Kersch (situé à la gauche du parti), a tenté de donner corps à ce partenariat privilégié en présentant une motion qui proposait la création d'un « forum syndical », sorte de plate-forme d'échange entre le parti et les syndicats. Un texte rejeté massivement par les délégués. Le LSAP n'est définitivement pas un parti syndical.

## Un caudillo et des bobos

Toute aussi chaude que chez les socialistes, et peut-être même plus, était l'ambiance au congrès de l'ADR. Le parti de droite y a fait un pas supplémentaire vers sa mue en parti de la droite nationaliste en élisant à sa tête le député Fernand Kartheiser. Ancien président de l'Association des hommes qui s'est fondue dans l'ADR, Kartheiser, en bon officier de réserve, s'est fixé comme objectif de mettre fin au désordre idéologique de l'ancien parti fourre-tout. S'il était le seul candidat à la succession de Robert Mehlen, son accession à la présidence du parti ne lui a pas été facilitée en interne. Désormais aux commandes, il devra encore s'imposer face aux dernières scories qui s'opposent à une droitisation et possible résurrection électorale du parti. Mieux en forme, les Verts ont fait preuve de bien plus d'unité et d'une appétence pour le pouvoir. Dopés par leurs derniers résultats, ces derniers réfléchissent tout haut, à l'image de l'eurodéputé Turmes, à une collaboration du parti avec les éléments progressistes du CSV. Il devra peut-être encore expliquer ce concept aux jeunes Verts, dont nombre d'entre eux se régaler d'un curé ou deux par jour.

## Tripartite sidérurgique : La méfiance règne

« Accord mi-figue, mi-raisin, mais accord quand même », c'est ainsi que l'OGBL voit les résultats de la tripartite sidérurgique qui s'est tenue ce mercredi. Ce que le nouveau ministre de l'économie a considéré comme « une journée décisive pour la sidérurgie luxembourgeoise » s'est donc soldé par un accord qui laisse en suspens les principaux points de discorde - avant tout la réouverture des usines de Schiffange et de Rodange - et qui n'amène rien de nouveau dans un climat social empoisonné depuis longtemps. Arcelormittal a certes fait des promesses d'investissement dans les usines de Differdange et de Belval, allant jusqu'à 400 millions d'euros, si le projet de modernisation du train 2 à Belval est accepté. Mais la firme a campé sur ses positions en ce qui concerne Schiffange et Rodange, ce qui a été critiqué par le conseil communal schiffangeois d'ailleurs, qui promet de continuer de se battre contre la politique d'Arcelormittal. Reste encore à dire que l'Etat luxembourgeois se porte toujours garant pour le système des pré-retraites et pour les cellules de reclassement jusqu'en 2016, année où le plan négocié cette semaine prendra fin. En gros, les syndicats n'ont pas eu de mauvaises nouvelles. Arcelormittal peut continuer à engranger les profits et à distiller la vérité sur les deux usines dont il veut se débarrasser, et l'Etat continuera à payer.